

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 8 DE LA CLD: JEUDI 6 SEPTEMBRE 2007

Les délégués à la CdP 8 de la CLD se sont réunis dans des séances du matin et de l'après-midi de la CRIC 6 et de la CST 8. La GC s'est réunie l'après-midi. A la fin de la journée, quatre groupes de contact avaient été établis. Le groupe de contact sur le plan stratégique décennal s'est réuni tout le long de la journée, tandis que les groupes de contact sur le CRIC et sur le CST ont commencé leurs travaux dans l'après-midi. Un groupe de contact sur le budget a été créé, mais commencera son travail vendredi matin.

LA GRANDE COMMISSION

PROGRAMME ET BUDGET: L'après-midi, le responsable de service de la CLD, de Kalbermatten, a introduit le rapport concernant les programmes et budget (ICCD/COP(8)/2/ et Add.1-11). Il a indiqué que la proposition de budget au titre de la biennale 2008-2009 est un budget de maintenance, a fourni les raisons de sa minceur et a présenté les implications possibles d'une planification, programmation et budgétisation axée sur les résultats. Le TCHAD a suggéré de classer les activités par ordre prioritaire pour parler de nouvelles baisses du dollar par rapport à l'euro et, avec le SWAZILAND, a exhorté les parties à régler leurs arriérés. Le président de la GC, Ositadinma Anaedu, a indiqué qu'il guiderait le groupe de contact sur les programmes et budget jusqu'à ce qu'un président soit sélectionné.

REEXAMEN DU CRIC: Le secrétariat a introduit le point concernant les procédures ou les mécanismes institutionnels additionnels propres à aider la CdP dans l'évaluation régulière de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/COP(8)/3). Le LESOTHO a plaidé pour la continuation du CRIC. Le SWAZILAND et la GAMBIE ont plaidé pour le renouvellement du mandat du CRIC et ont souligné l'importance de la considération des conclusions du groupe de contact sur le plan stratégique décennal. La CHINE a avalisé l'idée de faire du CRIC un organe permanent et de renforcer son rôle et sa fonction, y compris l'évaluation de la mise en application du plan stratégique décennal. Le BRESIL a suggéré la tenue de réunions intersessions simultanées ou consécutives du CRIC et du CST, a fait objection à la tenue d'une session du CRIC durant les sessions de la CdP et, avec le CANADA, a proposé que les réunions du CRIC soient réduites à cinq jours. Le CANADA a suggéré la prévision de journées supplémentaires pour les réunions régionales. La NORVEGE a déclaré que la gestion durable des terres est le fondement du développement durable, de la croissance rurale et de la réduction de la pauvreté.

LE COMITE CHARGE D'EXAMINER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

AGENCES ET INSTITUTIONS MULTILATERALES DE FINANCEMENT: Le président du CRIC, Franklin Moore, a invité les participants à présenter leurs déclarations concernant le financement de la Convention par les agences et institutions multilatérales. Plusieurs pays ont parlé des projets soumis au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui n'ont pas obtenu de finance-

ment. Le SALVADOR a souhaité savoir pourquoi le financement du projet PDF-B, approuvé à la FEM-3, a été retiré à la FEM-4. Le CAMBODGE, le CHILI, la TANZANIE, la GUINEE-BISSAU, le TURKMENISTAN et le PAKISTAN ont remercié le FEM pour son soutien, tandis que d'autres pays ont demandé un financement de la part du FEM. Le NIGERIA a complimenté le FEM pour ses réformes. HAÏTI a déclaré que le FEM devrait se concentrer sur les zones où l'érosion des terres est la plus aigüe. Plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique centrale ont encouragé le FEM à classer par ordre prioritaire les financements nécessaires à leurs régions.

Le PANAMA, la CÔTE D'IVOIRE, le NIGERIA, le BURUNDI et le MAROC ont souligné que le financement accordé par le FEM à la CLD est insuffisant et plus faible que celui accordé à d'autres Conventions. Ces pays ont appelé à l'égalisation des financements accordés par le FEM aux diverses conventions. L'ARABIE SAOUDITE a indiqué que le FEM doit être considéré comme étant le principal mécanisme de financement de la CLD.

Le délégué des ETATS-UNIS d'AMERIQUE a noté que le financement du FEM dépendait des cofinancements et que l'aptitude à obtenir ces cofinancements influençait les reconstitutions de fonds subséquentes. Le BURKINA FASO a demandé au FEM et aux pays industrialisés de faciliter la mobilisation des ressources du secteur privé.

Le PARAGUAY, au nom du Groupe des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, et la CHINE ont encouragé le FEM à améliorer la communication avec les points focaux nationaux. Le KENYA, la TANZANIE, la GUINEE-BISSAU et le GUATEMALA ont parlé des difficultés rencontrées dans l'obtention du soutien du FEM en temps voulu.

Répondant aux questions, le FEM a décrit ses critères pour le financement des projets, précisant que dans le cadre de la FEM-4, une approche plus équitable, tenant compte de la focalisation particulière de la CLD sur l'Afrique, a été réalisée. Le délégué a ajouté que comme suite à sa quatrième reconstitution de fonds, le FEM a procédé à un réexamen des projets en attente dans son pipeline, et que cela a abouti au retrait ou au renouvellement de certains projets. Le FEM a ensuite introduit sa réforme actuelle et sa nouvelle stratégie.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL:

Bongani Masuku (Swaziland) a introduit le rapport du Groupe de travail spécial (GTS) concernant l'amélioration des procédures encadrant la communication des données (ICCD/CRIC(6)/6 et Add.1). L'UE a apporté son appui aux recommandations du rapport mais a appelé à des procédures plus pratiques. Le CANADA a déclaré que le GTS n'a pas honoré son mandat.

Le président Moore a annoncé que six projets de décisions seront examinés dans un groupe de contact présidé par Bongani Masuku (Swaziland). Il a ensuite suspendu le CRIC pour permettre au groupe de contact de terminer ses travaux.

LE COMITE SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

THEME PRIORITAIRE: Les délégués de la Mongolie et du Mexique ont présenté, chacun, un document concernant les défis environnementaux posés à son pays, la recherche et les enseigne-

ments tirés liés au thème prioritaire du CST, qui porte sur les effets des variations climatiques et des activités humaines sur l'érosion des terres. L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) a donné un aperçu des connexions entre les changements climatiques et la désertification et de leurs effets sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La TUNISIE a souligné l'importance du savoir traditionnel et local dans la détermination des stratégies de lutte contre la désertification. L'ISLANDE a présenté un rapport sur le Forum international sur les sols, la société et les changements mondiaux, et a mis en relief la recommandation du Forum de demander au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC) d'élaborer un rapport spécial sur ce sujet.

M.V.K. Sivakumar, Organisation météorologique mondiale (OMM), a présenté un rapport sur le séminaire organisé par l'OMM et la CLD sur les changements climatiques et l'érosion des terres (ICCD.COP(8)/CST/8 et ICCD/COP(8)/CST/INF.1), dont des papiers ont été publiés dans *Climate and Land Degradation*. La ROUMANIE a noté que ce séminaire a fourni un exemple de l'implication d'institutions de haut niveau, dotées d'une expérience scientifique pertinente, dans le CST.

LE FICHER: Le secrétariat a introduit le document concernant le fichier d'experts indépendants (ICCD/COP(8)/9), soulignant la nécessité de sa mise à jour. Aucune observation n'a été présentée.

RAPPORT DU GdE: Au sujet du rapport du GdE concernant les études de cas sur la conservation et la mise en valeur pour les usagers de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/COP(8)/CST/2/Add.5), H.P. Singh a résumé plusieurs études de cas, dont un cas dans lequel les efforts de mise en valeur ont donné lieu à un rapport de 400%. L'EGYPTE a souligné l'importance de la recherche pour montrer aux décideurs la valeur économique de la science. La FRANCE a souligné la valeur de l'analyse comparative des études de cas.

PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR DU CST: Le président William Dar a invité les délégués à examiner le thème prioritaire pour la CST 9 et a souligné que le projet stratégique décennal contient des recommandations pertinentes. Les orateurs ont convenu du besoin de mettre en harmonie le programme de travail avec le plan stratégique décennal et a présenté les options offertes pour ce thème. Le JAPON a proposé: les repères et indicateurs, le suivi et l'évaluation et les systèmes d'alerte précoce; les synergies entre les Conventions de Rio; et le renforcement des capacités des locaux. L'AFRIQUE DU SUD a suggéré de faciliter l'harmonisation des rapports nationaux, des systèmes d'alerte précoce et la gestion du savoir traditionnel. L'ESPAGNE a proposé d'examiner les coûts socioéconomiques de la négligence de la lutte contre l'érosion des sols et la désertification. L'ARGENTINE, appuyée par le BRESIL, a déclaré que la mise en œuvre du plan stratégique décennal exigerait des UCR et a souhaité voir un rôle leur être octroyé dans les travaux du CST. La FRANCE a suggéré que le CST pourrait guider les Réseaux du programme thématique. La NORVEGE a souligné le besoin de fournir un descriptif complet des points anticipés de l'ordre du jour de la CST 9.

La CE, au nom de l'UE, a distribué un projet de décision pour appeler: à organiser le CST sous forme de conférence scientifique et technique; à se concentrer sur un seul sujet thématique; et à impliquer une institution dotée de l'expertise appropriée. Le MEXIQUE a proposé que le CST promeuve l'évaluation des scénarios futurs, comme cela a été fait par le GIEC. Le délégué a également suggéré d'élaborer un programme de travail concret, comme cela a été fait par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Le PEROU a apporté son appui à l'Espagne, a souligné l'importance de la connexion entre les programmes thématiques régionaux avec le CST, et a mis en exergue la question du savoir traditionnel. Le BURKINA FASO a apporté son appui à la proposition de l'UE et a suggéré l'implication des ONG. Le MMO a suggéré la tenue d'une réunion scientifique avant le CST pour élaborer des recommandations pour considération par les parties. H.P. Singh (GdE) a suggéré la question du savoir traditionnel comme thème. Le BRESIL a convenu de l'importance du savoir traditionnel et a indiqué que toute discus-

sion devrait intégrer le partage des avantages et se placer dans le cadre des négociations menées dans la CDB. Le délégué à déclaré que le travail du CST et de la CLD doit rester sous la conduite des pays et ne devrait pas perdre de vue les implications budgétaires. Le président du CST, Dar, a désigné le Canada et la Roumanie comme présidents du groupe de contact.

GROUPE DE CONTACT OUVERT A TOUS – CST

Le Groupe de contact sur le CST a procédé à l'examen du thème prioritaire et le format de la session, proposé par l'UE. Les participants ont élaboré des propositions de considérer le suivi et l'évaluation biophysiques et socioéconomiques pour soutenir les prises de décisions dans la gestion des terres. Au sujet de la proposition de l'UE, les participants ont également examiné les options offertes quant au format et au budget. Plusieurs comités de rédaction ont été établis pour élaborer les projets de décisions qui s'y rapportent. Le CST examinera probablement ces projets de décisions et d'autres, vendredi.

GROUPE DE CONTACT OUVERT A TOUS – CRIC

Présidé par Bongani Masuku (Swaziland), le groupe de contact sur le CRIC s'est réuni de 0 heure à 7h du matin. Les délégués y ont décidé que les parties soumettraient, par écrit, leurs observations concernant les projets de décisions, au président, pour discussion, vendredi.

GROUPE DE CONTACT OUVERT A TOUS – PLAN STRATEGIQUE

Le groupe présidé par le vice-président Sem Shikongo (Namibie) a achevé l'échange de vues préliminaire sur les UCR, la coordination entre le secrétariat et le MM, et le cadre de la mise en œuvre. Les délégués ont continué à diverger sur le matériau à utiliser comme plate-forme pour leurs délibérations, mais ont décidé de soumettre, par écrit, leurs positions régionales sur l'ensemble des trois sujets, au président, de manière à ce qu'il puisse élaborer un projet de texte à soumettre à la considération du Groupe, vendredi après-midi.

Au sujet de la coordination entre le MM et le secrétariat, les problèmes de politique déterminés englobent des chevauchements dans les activités et une certaine confusion autour de la question de savoir si le quel du MM ou du secrétariat dirige la CLD. Quelques délégations ont présenté des solutions "pratiques" telles que des plans de travail à moyen terme et biennal assortis d'étapes clés, le renforcement des capacités du MM et du secrétariat, l'élaboration d'un programme de travail conjoint, l'éclaircissement de la répartition des tâches, et le suivi par la CdP. Les observations concernant le MM ont mis en relief: son soutien inégal et insuffisant aux parties; l'évolution de son rôle; l'interprétation du mandat; et la mise en application des décisions émanant de son Comité de facilitation.

Au sujet des éléments devant figurer dans le cadre de la mise en œuvre, plusieurs délégations ont puisé dans le contenu du plan stratégique décennal. Certains ont souligné que l'adoption d'un plan stratégique décennal requiert un budget visible pour la concrétisation des activités, mais d'autres ont mis en garde contre la confusion entre la stratégie pour la mise en œuvre de la Convention et celle pour la lutte contre la désertification.

DANS LES COULOIRS

La progression des travaux dans le groupe de contact sur le plan stratégique était presque au point mort, jeudi après-midi, en raison des divergences persistantes sur le texte qui devrait former la plate-forme des travaux du groupe. Les délégués ont suggéré que la tentative de rouvrir le chapitre consacré à la mise en œuvre rend compte de l'insatisfaction des délégués à l'égard du projet de texte de la CdP 8, en particulier la "disparition" inexplicable, du rapport final du GTII, d'une formulation proposant, en guise d'orientation future, "la possibilité d'une fusion du MM et du secrétariat en une seule institution."

En attendant, des rumeurs ont couru selon lesquelles les Secrétaires exécutifs de la CLD entrant (Gnacadjia) et sortant (Diallo) arriveraient à Madrid durant le week-end pour s'adresser aux délégués au cours de la réunion de haut niveau.